

LOYERS, CHARGES D'ÉNERGIE, TOUT AUGMENTE ...

STOP AU LOGEMENT CHER !

Entre les loyers exorbitants et l'explosion des charges d'énergie, le logement est le premier poids dans le budget des familles modestes, devant l'alimentation et les transports. C'est surtout une dépense fixe et contraainte : quand on est locataire, on a pas le choix de payer sinon c'est l'expulsion ou la coupure.

La déréglementation des prix du gaz et de l'électricité entraîne une hausse continue de nos frais d'énergie, alors que 85.000 foyers isérois ne parviennent déjà plus à s'acquitter de leurs factures de chauffage¹. Les chèques énergie ou tout autre mesure de gel ou de compensation, prétendu « bouclier énergétique » ne suffisent largement pas à stopper l'hémorragie.

Les loyers du parc privé et du parc public augmentent chaque année et nous contraignent à des dilemmes toujours plus inacceptables : se chauffer ou payer le loyer, manger ou honorer ses factures... chaque mois c'est la même histoire tandis que les bailleurs et les fournisseurs d'énergie, eux, ne font preuve d'aucune pitié ! Les propriétaires occupant-es, souvent étouffés par les crédits immobiliers ne peuvent eux non plus faire face à cette nouvelle hausse.

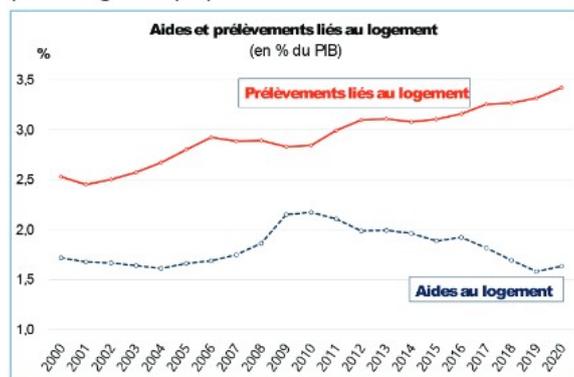
Face à l'impossibilité d'assumer les prix du loyers dans le privé, les foyers modestes sont de plus en plus nombreux à se tourner vers le logement social : pour autant le nombre d'attribution n'augmente pas, car la production stagne et les les HLM construits récemment sont bien trop chers !

Qui profite du logement cher et de la crise qu'elle engendre ?

En France 10% des propriétaires possèdent plus de la moitié de l'ensemble des biens immobiliers sur le territoire national² et se gavent de la rente locative qui rentre par milliards tous les mois. Le prix du foncier et de l'immobilier ne cesse d'augmenter pour le plus grand bonheur des promoteurs et des spéculateurs comme Nexity, Bouygues ou Eiffage. La dérégulation des prix de l'énergie profite aux trusts pétroliers comme Total, BP ou Exxon, qui dégagent chacun un milliard de dollars de bénéfices chaque mois.

L'État y trouve aussi son compte par les recettes fiscales, qui augmentent avec la hausse des loyers et la baisse des APL : ceci explique l'absence de toute mesure de régulation du marché, comme par exemple son refus d'encadrer le prix des loyers dans la métropole grenobloise en 2020.

L'État encaisse de plus en plus grâce au logement cher et réduit toujours plus ses efforts pour loger la population.



Sources : le compte du logement : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/rapport-du-compte-du-logement-2020>

Il faut un moratoire anti-expulsion et anti-coupures, encadrer les loyers et les charges à la baisse, rénover thermiquement sans aucune augmentation de charges ou de loyers. Il faut réquisitionner les logement vides, produire massivement des logements sociaux à très bas loyer !

EXIGEONS LA HAUSSE DES REVENUS ET LA BAISSSE DES LOYERS ET DES CHARGES: SINON LES POSSÉDANTS NOUS REPRENDRONT D'UNE MAIN CE QU'ILS NOUS DONNENT DE L'AUTRE !

¹ Un Toit pour Tous, cahiers du mal-logement 2020

² Pierre Concialdi, « Confinement, récession et baisse des revenus », Eclairages de l'IRES, n°16, avril 2020.